



L'Etat

Tue, 13/02/2007 - 22:59

Seulement parce que les citoyens adultes des démocraties capitalistes ont le droit de vote tous les trois ou quatre ans, ils s'agirait « d'un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Mais le peuple n'a aucun droit de décision sur ce qui est produit, sur la nature du système économique ou sur la question de la paix et de la guerre. Ce qui existe en réalité est le gouvernement pour les capitalistes par des hommes politiques capitalistes.

L'information, les débats, la vie publique sont entre les mains d'une clique minuscule de millionnaires qui contrôlent les médias comme Rupert Murdoch ou Silvio Berlusconi. Les partis politiques créés par la classe ouvrière ont été transformés en clones des partis conservateurs.

Les débats sur la politique et le programme ont été remplacés par des concours de personnalités. Les campagnes électorales sont devenues des événements mis en scène avec petites phrases à effet et séances photo. Pour éliminer la moindre pression sur les hommes politiques par les membres de leur parti ou par les électeurs, des donateurs millionnaires paient pour les coûts énormes de la campagne. Dans le Tiers Monde la chose porte son vrai nom : la corruption. Dans le Premier Monde également les partis dénoncent maintenant régulièrement les scandales des autres partis.

Cet empoisonnement des racines de la démocratie capitaliste porte ses fruits. En temps prospères, l'apathie ; en temps de crise, une haine profonde contre tous les hommes politiques. Dans les plus vieilles démocraties, la phrase « ils sont tous les mêmes » est un lieu commun. En Argentine, pendant la crise de 2001-2003, la classe moyenne ainsi que les travailleurs scandaient « Qu'ils s'en aillent tous ! »

Derrière la façade de cette démocratie il y a l'Etat. En son cœur, il s'agit d'un appareil de répression qui protège les profits des riches et des puissants. Il y a longtemps, Engels a défini l'essence de l'Etat comme « des bandes spéciales d'hommes armés » : l'armée, la police et leurs auxiliaires (le corps judiciaire, le système carcéral, les hauts bureaucrates). Dans la république la plus démocratique tout aussi bien que dans la dictature la plus brutale, l'Etat reste un outil de la domination de classe capitaliste.

Le vrai caractère de l'Etat est révélé par ceux qu'il défend et ceux qu'il attaque. La répression contre les piquets de grève et les manifestations, la surveillance contre « l'ennemi intérieur », la population carcérale croissante, tout cela révèle que la police, et si besoin l'armée, sont les gardes de sécurité privés des riches et des puissants, pas les gardiens du peuple.

Est-ce que la police a jamais arrêté un patron pour avoir soustrait aux travailleurs leur moyen d'existence, le travail ? Quand un patron amène des briseurs de grève et que les travailleurs répondent avec un piquet, la police s'empresse de défendre le « droit au travail » des jaunes avec matraques et lacrymogènes. Si les travailleurs occupent une usine pour empêcher sa fermeture, la police fera irruption pour la rendre à ses « propriétaires de droit ».